

Société | Coronavirus : ce qui change pour la Nouvelle-Aquitaine



La stratégie régionale pour faire face à une éventuelle épidémie COVID-19 se renforce. Suite à la demande d'Olivier Véran, Ministre des Solidarités et de la Santé, l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine doit renforcer son organisation, notamment compte tenu des récents cas apparus en Italie. La nouvelle stratégie de l'ARS a été présentée mercredi 26 février, à l'ensemble de la région via une vidéoconférence. Celle-ci consiste à prendre en charge le plus précocement possible les malades, et, à planifier dès maintenant une éventuelle montée en puissance du virus.

80 000 cas ont été confirmés dans le monde à ce jour. Le coronavirus progresse et touche de plus en plus de territoires nouveaux comme la Lombardie ou la Vénétie. Pourtant, les chiffres en France sont à nuancer. En Nouvelle-Aquitaine, un seul cas a été confirmé. Ce dernier est sorti de l'hôpital il y a quelques jours, en bonne santé. 43 autres cas suspects ont été signalés dans la région, mais aucun n'était porteur du virus COVID-19. Par mesure de précaution, et pour faire face à une éventuelle épidémie, Olivier Véran, Ministre des Solidarités et de la Santé, a demandé aux ARS de France de renforcer leurs organisations. Suite à cette recommandation nationale, l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine a renforcé 2 axes de son organisation. D'abord, des mesures sont mises en place pour s'assurer d'un dépistage précoce et d'un traitement rapide. Puis, l'ARS s'assure que ses systèmes de soins montent en puissance en cas de forte nécessité.

Mesures de précaution et gestion des cas

Une cellule de crise est opérationnelle au sein de l'ARS Nouvelle-Aquitaine. Elle assure notamment la coordination des cas possibles et confirmés, le suivi des personnes contacts et l'organisation de la prise en charge avec les établissements de santé et la médecine de ville. Le dispositif de gestion des cas s'est notamment élargi aux personnes revenant de Lombardie et de Vénétie (Italie, environ 10 morts). Le plus difficile reste l'identification des personnes qui ont été en contact direct ou indirect avec le virus. Désormais, pour ces « personnes contacts », des mesures de précaution allant jusqu'à l'isolement à domicile peuvent être prises. Ce fut le cas, par exemple, pour des enfants de la région qui revenaient d'un voyage en Chine. L'ARS, en collaboration avec le rectorat, a permis l'éviction pendant 14 jours de ces enfants par mesure de précaution. La cellule régionale de Santé publique France mène les investigations pour identifier les cas contacts et l'ARS assure de son côté un suivi médical jusqu'à la fin de la période d'incubation du coronavirus (soit 14 jours).

« Préparer la situation à froid »

Michel Laforcade, directeur de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, se veut rassurant. « On doit se préparer à faire face à deux scénarios ».

d'après les épidémiologistes, explique t-il. On peut imaginer que ce virus va être maîtrisé dans quelques mois ou bien qu'il va développer comme une épidémie. Il faut donc se préparer au pire. Mais, nous avons la chance de pouvoir préparer cette situation à froid car, aujourd'hui, il n'y a pas d'urgence extrême. » Des actions d'anticipation vont alors être mises en place de façon concrète pour optimiser les moyens hospitaliers de la région. Les CHU de Bordeaux, Limoges et bientôt Poitiers vont pouvoir réaliser les tests diagnostics. Une bonne nouvelle qui signifie que les délais de transports des prélèvements sont raccourcis, grâce à ce bon maillage territorial. Le CHU de Bordeaux a déjà de l'expérience en la matière. L'appareil qui détecte le virus fonctionne désormais 2 fois par jour et est en mesure de délivrer des résultats en l'espace de 2 à 3 heures.

Un second niveau d'établissements de santé est également mobilisé pour augmenter la capacité d'accueil des 3 CHU de la région. Ces Centres Hospitaliers disposent de services d'infectiologie et d'urgence : Angoulême, La Rochelle, Saintonge, Brive, Périgueux, Libourne, Mont-de-Marsan, Dax, Agen, Pau, Côte Basque et Niort. Pour compléter ce dispositif, les Centres Hospitaliers de Tulle et de Guéret sont aussi sollicités avec leurs services SAMU. L'ARS Nouvelle-Aquitaine mobilise l'ensemble des établissements de santé en leur demandant d'être en mesure d'augmenter leur capacité d'accueil à 10% si besoin. Pour les Centres Hospitaliers de seconde ligne, la principale recommandation est le développement du nombre de chambres à pression négative car, pour l'instant, la plupart disposent de chambres avec un circuit de renouvellement de l'air.

Des mesures exceptionnelles ?

Michel Laforcade tient à rappeler qu'une « mobilisation sanitaire est déjà réalisée tous les hivers ». « Il faut se souvenir qu'une grippe est extrêmement meurtrière en France. On compte sur le territoire entre 700 et 800 morts. C'est un vrai danger, comme on peut l'être la rougeole qui a frappé la région il y a deux ans » continue le directeur de l'ARS. Face à cette crise, un nouveau problème émerge cependant. De nombreux départements observent des pénuries de masques. Des stocks sont disponibles dans les hôpitaux et sont à la disposition du personnel et des personnes à risques. Le masque souhaité spontanément pose des difficultés dans quelques pharmacies. Le niveau national a constitué et renforcé les stocks stratégiques de masques, à la fois pour la population qui aurait des signes de maladie infectieuse à transmission respiratoire, et pour protéger les professionnels de santé (avec des masques FFP2). Le déploiement au niveau de l'ensemble du territoire est en cours. Les officines vont pouvoir répondre rapidement à la demande des professionnels de santé et des patients prioritaires. Il reste tout de même une distorsion entre la demande et l'offre. « Les 10 ou 11 entreprises françaises qui produisent les masques tournent à plein régime » expose Michel Laforcade. L'inquiétude peut pousser certaines personnes à vouloir un masque sans raison apparente. C'est pour cela qu'il faut utiliser ce masque à bon escient, essentiellement autour des cas confirmés et dans une stratégie de confinement avant tout. Un numéro vert a été mis en place pour toutes les questions non médicales liées au coronavirus : 0800 130 000 (appel gratuit).

Lucile Bor

*Crédit Photo : LB / Aq
Publié sur aqui.fr le 27/02/20
[Url de cet an](#)*